

Les explosions sociales surpren

Gérard Noiriel, historien et sociologue, répond à nos questions au sujet du mouvement français des Gilets jaunes. Auteur de l'ouvrage *Une histoire populaire de France, de la guerre de Cent Ans à nos jours*, il place ce mouvement social dans une perspective historique.

Interview réalisée par Gérald Hanotiaux (CSCE)

Le mouvement des Gilets jaunes a démarré le même jour en France et en Belgique. Même si les revendications et le type de mobilisations sont identiques, son ampleur est différente et ses répercussions se sont particulièrement fait sentir dans le contexte français. Notre rythme de

parution ne nous permettant pas de coller au plus près de l'actualité, nous avons profité de la présence de Gérard Noiriel en Belgique (1) pour aborder avec lui une réflexion sur ce mouvement social inédit, par son ampleur et son caractère protéiforme. Le regard

de sa double formation de sociologue et d'historien nous permet de placer la réflexion dans une perspective historique, avec le léger recul qui est le nôtre aujourd'hui. Cet entretien fait suite à la présentation du mouvement social et de quelques balises de réflexion dans l'article « *Quelques nuances de jaunes...* ». (Lire en page 5)

Ensemble ! Avant de discuter du mouvement des Gilets jaunes, pourriez-vous présenter brièvement votre approche de l'histoire populaire, développée dans votre ouvrage ?

Plutôt qu'une Histoire des dominés, contre celle des dominants, j'ai préféré réaliser l'Histoire de la domination.

G. Noiriel : Ce livre est pour moi l'aboutissement d'une longue période de travail, pour lequel plusieurs idées se sont conjuguées. Je voulais rassembler l'ensemble de mes

recherches passées, et pour ce faire l'axe le plus pertinent me semblait tenir dans cette question du « populaire ». Une autre dimension tenait dans ma volonté de remettre l'accent sur la question sociale, dans l'espace public et dans le débat intellectuel - y compris à l'intérieur du monde universitaire français -, car il y a une évolution à ce sujet, fort axée sur des logiques identitaires. Certains travaux sont intéressants, bien entendu, mais souvent coupés des réalités populaires, ou de questions comme le féminisme, le colonialisme, etc. Mon idée était de trouver un fil conducteur pour relier toutes ces questions-là.

En parallèle à ce projet personnel, j'ai été sollicité par mon éditeur, à l'origine de la version française de l'ouvrage d'Howard Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis*. Ces éléments convergents m'ont incité à réaliser cette synthèse, qui m'a occupé une dizaine d'années, rythmées de phases d'intensité variable. Il s'agissait d'un énorme travail, dont l'impact s'est avéré supérieur à mes attentes. Ce n'était pas si évident, et par ailleurs je ne pouvais pas refaire Howard Zinn, qui a écrit son ouvrage dans les années 1970, période marquée par une vision plus optimiste de l'avenir. On vivait à l'époque avec

des perspectives pour la gauche, dans un élan de l'après 1968, en matière de questions sociales, de luttes contre les discriminations, contre le sexisme, ces questions se combi-



G. Noiriel.



ment toujours les élites

nant dans une perspective globale de transformation de la société. Howard Zinn est clairement animé par cette perspective dans son ouvrage. Aujourd'hui, tout de même, un livre qui se donne comme finalité d'expliquer le monde dans lequel on vit ne peut pas s'arrêter à ça, il nous faut aussi expliquer pourquoi ça n'a pas mar-

ché. Voilà le problème auquel j'étais confronté.

Ensuite, Howard Zinn est effectivement un pionnier en ce qu'il rassemble des travaux très peu connus, sur l'esclavage, les mouvements de femmes... Il pouvait dans ce cadre envisager une histoire des dominés,

jamais réalisée auparavant. De mon côté je ne pouvais pas prétendre à ça, cela aurait été malhonnête car depuis trente ans énormément de choses ont été publiées, y compris dans des ouvrages relativement accessibles. Dès lors, plutôt qu'une Histoire des dominés, placée à côté d'une Histoire officielle, celle des dominants, j'ai

Le samedi 1er décembre 2018, près de 12.000 grenades lacrymogènes ont été lancées vers les manifestants, rien qu'à Paris. Du jamais vu.



⇒ préféré réaliser « l'Histoire de la domination ». La différence d'approche est également méthodologique, du fait de mon regard de sociologue, placé à côté de mon travail d'historien. J'ai en effet préféré axer mon travail sur les interactions entre dominants et dominés, car il existe également des contradictions au sein des classes populaires. Cette approche permet selon moi de comprendre comment les dominants peuvent imposer leur pouvoir, car ils exploitent les contradictions du camp d'en face.

Dans l'ouvrage, vous passez en revue plusieurs siècles d'histoire. Même sur 800 pages il est indispensable de faire des choix. Comment avez-vous procédé ?

Ma principale préoccupation a été d'axer mon travail sur des événements qui pouvaient entrer en résonance avec l'actualité et le monde d'aujourd'hui. C'est ma conception de l'Histoire, une discipline censée aider à comprendre le monde dans lequel on vit ; la finalité civique de l'histoire est d'aider les gens à mieux vivre. L'historien ne doit pas être le porte-parole de telle cause ou d'un parti quelconque, mais plutôt montrer comment le passé surdétermine une série de caractéristiques dans notre société. Mes sélections se sont faites en fonction de paramètres contemporains, par exemple les

mutations observables avec le libéralisme de Macron, la « crise » des migrants, etc. J'ai choisi des fils rouges de ce type en les menant, depuis les événements historiques, jusqu'à aujourd'hui.

Au moment où nous parlons (2), nous avons l'impression d'être à un moment charnière. Mon ouvrage a été écrit avant le mouvement des

**La finalité civique
de l'histoire est d'aider
les gens à mieux vivre.**

Gilets jaunes et, quelque part, j'ai eu la chance que ce mouvement vienne concrétiser dans la lutte sociale les questions abordées dans le livre : la question de la représentation, la crise de la démocratie... Une des finalités était de comprendre la situation contemporaine en matière de représentativité, qui montre par exemple que 30 % des ouvriers ne vont plus voter. Ce type de faits sont annonciateurs du mouvement social des Gilets jaunes.

A la fin de votre ouvrage, vous formulez cette interrogation : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? », où vous réaffirmez que les luttes sociales sont le meilleur

moyen de transformer la société. Le mouvement des Gilets jaunes démarre peu après la publication de l'ouvrage, comment le percevez-vous, au départ ?

Comme un peu tout le monde, j'ai dans un premier temps été surpris. Les journalistes, notamment, ont été surpris par ce mouvement, totalement. Ils n'avaient en quelque sorte rien à en dire, avec des tentatives de leur part de chercher « dans le connu », d'où les réflexions sur les Jacqueries (3) par exemple. J'ai donc commencé sur mon blog à démanteler les comparaisons historiques qui me semblaient insultantes, et j'ai fait circuler les liens de manière plus large que d'habitude, notamment auprès de journalistes. Avant cela, le livre avait suscité de l'intérêt, mais de gens déjà engagés. J'avais été invité à la fête de l'Humanité, à l'université d'été de la France Insoumise, j'avais été interrogé dans des médias alternatifs ou le *Monde Diplomatique*, mais subitement la machine médiatique s'est emballée et les médias traditionnels se sont mis à me contacter. Ils avaient manifestement besoin de quelqu'un pour expliquer ce mouvement. Toute une série d'éléments de l'actualité pouvaient être articulés avec les propos de mon ouvrage, notamment au sujet de la crise du mouvement ouvrier, un élément très net avec les Gilets jaunes.

PAROLES DE GILETS JAUNES (6)

Une retraitée prend la parole au micro.

« Je suis de Normandie, je suis pour qu'ils remettent l'ISF (Impôt sur la fortune, supprimé par Macron). Je suis dans le mouvement depuis le début, le 17 novembre. C'est la première fois que je viens à une manifestation à Paris, et je ne suis pas déçue du voyage. On se bat pour les enfants, les petits-enfants. J'étais agente commerciale à EDF (Electricité de France) où je suis entrée à seize ans et demi, et j'en suis partie à ma retraite. » Une amie enchaîne : « On a participé au grand débat de Macron, parce qu'on ne voulait pas qu'on nous dise qu'on n'a rien fait. Mais on n'y croit pas du tout. Je suis outrée par la police, on veut manifester notre colère et on ne peut même pas, parce qu'on est gazé dès qu'on arrive. Je suis très colère et là, je me dis qu'il y a les Black Blocs... heureusement qu'ils sont là. Or qu'avant j'étais contre la violence, mais ils nous y poussent, chaque jour. J'ai 65 ans, et j'étais agent hospitalier. Ça fait trois ans que je suis à la retraite. Combien ? 1.200 euros, pour avoir travaillé toute sa vie, c'est une honte. » Une autre poursuit : « Je suis à bout, je ne devrais même pas avoir à être là, à mon âge. On a croisé des gens de partout, de tous les milieux ! Il s'est créé une vraie famille ! Et maintenant on est capable d'exposer tous nos problèmes sans honte. Malgré mes 72 ans, je suis Gilet jaune. »

Les syndicats sont en effet mis hors jeu d'emblée, sur des questions présentes dans leur ADN depuis leur naissance : les inégalités sociales et la condition humaine au travail.

La CGT (4) s'est montrée très hostile au départ. Quel est votre regard d'historien sur cette hostilité ?

Le mouvement des Gilets jaunes est en quelque sorte une « revanche » d'une fraction des classes populaires, marginalisée depuis le Front populaire de 1936. Il s'agit selon moi de l'un des éléments historiques, parmi d'autres, qui peuvent nous éclairer sur cette hostilité. Le Front populaire est un mouvement véritablement ouvrier, d'ouvriers d'usine... La structuration et l'image des classes populaires, en tout cas jusqu'à aujourd'hui, est très marquée par l'ouvrier, syndiqué, dans de grandes entreprises, agissant dans des luttes pour des acquis sociaux, des salaires décents, etc. Je le décris comme ça, presque de façon autocritique en re-

gard de ce que j'ai pu écrire sur les ouvriers, les classes populaires, et la société française. Dans mon esprit, cette image-là était prégnante ; en observant le mouvement depuis novembre 2018, j'ai creusé cette question. Dans les classes populaires ont toujours existé, comme en 1936, des franges différentes, composées de paysans, d'indépendants, de petits patrons... Ce sont principalement leurs équivalents contemporains que l'on retrouve dans le mouvement des Gilets jaunes. Ils sont bien dans l'espace public, mais hors de l'usine. Dans le « conflit » entre les Gilets jaunes et les syndicats, je perçois donc une césure entre deux grandes composantes des classes populaires.

Cette composante non ouvrière est quasiment devenue invisible, parce que justement sans représentant, hors des syndicats, et votant souvent à droite. Cette frange-là s'est révélée

Si tous les gens concernés s'unissaient, la force de frappe serait immense.

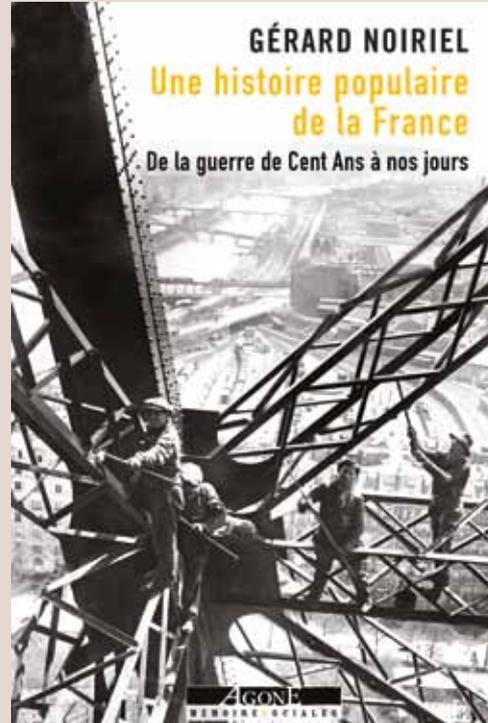
au grand jour avec le mouvement des Gilets jaunes, elle s'est rappelée à nos souvenirs, et est même soutenue ouvertement par la droite. Si on analyse le déploiement des Gilets jaunes au départ, on constate que la veille de la grande manifestation du 17 novembre, Eric Brunet, un journaliste très connu en France - officiant sur BFM TV et RMC, des médias très suivis -, enfile le gilet jaune devant la caméra en disant clairement : « *il faut tous aller manifester demain.* » Ce journaliste ne cache pas son jeu, il se déclare ouvertement de droite, critique à outrance les impôts. Ce moment-là du démarrage est libéral et, le soir-même, le responsable de la CGT Philippe Martinez déclare sur France Inter : « *C'est un mouvement de droite.* ». Sa réaction est logique, c'était sans doute la réalité au départ. Mais, et c'est ça la vertu d'un mouvement social, un élément appuie sur le bouton pour le démarrage, mais par la suite il peut évoluer dans des sens très différents.

□ □ □

« UNE HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE, DE LA GUERRE DE CENT ANS À NOS JOURS »

Cet ouvrage de Gérard Noiriel est paru en octobre 2018. Son éditeur, à l'origine de la publication en français du livre de Howard Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis*, a suggéré à l'auteur de réaliser le même type de travail au sujet de la France, pour aboutir à ce pavé de plus de 800 pages, abordant l'histoire de France depuis la fin du Moyen Age jusqu'à aujourd'hui.

Comme l'auteur l'explique, la démarche n'est cependant pas exactement identique. Là où Howard Zinn se focalisait sur une Histoire vue depuis le point de vue des dominés, en confrontation à une Histoire officielle représentant celle des dominants, Gérard Noiriel a préféré réaliser l'Histoire des rapports entre dominants et dominés. En introduction de l'ouvrage, il précise : « *Pour moi, le "populaire" ne se confond pas avec les "classes populaires". L'identité collective des classes populaires a été en partie fabriquée par les dominants et, inversement, les formes de résistance développées au cours du temps par ceux d'en bas ont joué un rôle majeur dans les bouleversements de notre histoire commune. Cette perspective m'a conduit à débiter cette histoire de France à la fin du Moyen-Age,*



c'est-à-dire au moment où l'Etat monarchique s'est imposé. Appréhendé sous cet angle, le "peuple français" désigne l'ensemble des individus qui ont été liés entre eux parce qu'ils ont été placés sous la dépendance de ce pouvoir souverain, d'abord comme sujets puis comme citoyens. »

La démarche est celle d'un historien, mais aussi d'un sociologue, soucieux d'être abordable à un large public et de proposer un ouvrage utile également pour appréhender le présent. Le bouclage du travail de l'auteur correspond au premier anniversaire du mandat présidentiel actuel.

Dans une conclusion intitulée « De quel avenir Emmanuel Macron est-il le nom ? », l'auteur affirme que « *le développement des luttes populaires au sein de notre Etat national demeure le moyen le plus réaliste pour combattre les injustices et les inégalités sociales.* »

Deux mois après la parution, le mouvement des Gilets jaunes éclate, pour écrire un nouveau chapitre de cette histoire populaire de la France. Historien du monde ouvrier, de l'immigration et de la question nationale en France, Gérard Noiriel livre ici la synthèse d'une vie de recherches et d'engagements.

Plutôt qu'une Histoire des dominés, placée à côté d'une Histoire officielle, celle des dominants, ce livre est une « Histoire de la domination ».

Paru aux Editions Agone en octobre 2018.

Gérard Noiriel rédige des réflexions sur l'actualité, et notamment sur le mouvement des Gilets jaunes sur son blog, « Le populaire dans tous ses états », à cette adresse : <https://noiriel.wordpress.com/>

⇒ Donc en effet, au départ la CGT est très hostile, mais ça a - très - légèrement évolué, il y a eu de timides tentatives de rapprochements depuis, avec une journée de liaison CGT - Gilets jaunes. Ça ne semble plus être à couteaux tirés, mais ça reste difficile. Aller vers l'autre est compliqué des deux côtés, les Gilets jaunes ne veulent pas se faire récupérer par les syndicats, et dans la vision syndicale, les mouvements sociaux doivent émaner de gens présents dans les entreprises. Tout cela entraîne un manque de synergie entre les mouvements, et je ne pense pas qu'il y en aura réellement dans le futur proche. Malgré cela, des syndicalistes sont très actifs dans le mouvement des Gilets jaunes, on les voit parfois dans les débats télévisés, où ils interviennent à titre individuel, ou au niveau local, dans leur section. C'est une des raisons de la difficulté à le comprendre, il s'agit d'un mouvement très éclaté, et par ailleurs les logiques à l'œuvre ne sont pas identiques dans le nord ou dans le sud de la France, dans l'ouest et dans l'est. Certains se déclarent plutôt proches du Rassemblement National, le parti de Marine Le Pen, d'autres de « La France Insoumise », le parti de Jean-Luc Mélenchon. Cet éclatement permet aux médias de facilement discrediter le mouvement.

Un élément frappant tient dans le « blocage » de nombreux militants traditionnels, acteurs depuis des années sur les questions des inégalités sociales, et qui sont restés inertes face au mouvement des Gilets jaunes. Le cœur de la mobilisation rejoint pourtant leur travail de longue date...

Oui, j'ai souligné ce fait dès le début, dans le premier article publié par le journal *Le Monde*. Une preuve, je

les intellectuels à le soutenir, car un mouvement social devient ce qu'on en fait ; rien n'est écrit au départ. Je ne comprenais pas les raisons d'une telle réticence, car le mouvement rejoignait nombre de préoccupations semblables aux associations et mou-

Chacun peut aller revendiquer sur Facebook, mais ça ne change rien.

vements actifs en France. Les convergences n'avaient pas lieu mais pire, très vite des militants ont commencé à tenir des propos très négatifs sur les Gilets jaunes.

Les jonctions ne se sont hélas pas faites, dans notre propre milieu universitaire, ou encore parmi les artistes, qui selon moi n'ont pas joué leur rôle. Pour donner une importance à un mouvement social, le monde artistique joue souvent un rôle important, on a pu le voir par le passé, par exemple au sujet des luttes de sans-papiers. Nous avons polémique, notamment entre historiens, car j'essayais de leur faire comprendre qu'au minimum, s'ils ne soutiennent pas, qu'ils n'utilisent pas l'Histoire pour taper sur un mouvement social qui a mille et une raisons de se mobiliser. Le plus important me semble être de se focaliser sur la situation concrète des gens. C'est un problème bien entendu, car si tous les gens concernés s'unissaient, la force de frappe serait immense, mais non, les clivages sont de rigueur. Le mouvement des Gilets jaunes a révélé un

Toujours dans une perspective historique, comment l'analysez-vous ?

Nous faisons face à une crise aiguë de la représentation, liée selon moi en partie à une tradition française. Cela remonte peut-être à la Révolution car, en France, le citoyen est l'Etat ; entre les deux il n'y a rien, ou presque... La Révolution française représente entre autre la liquidation des « corps intermédiaires », les groupes sociaux organisés situés entre l'individu et l'Etat pour défendre des intérêts particuliers, une caractéristique déterminante dans la faiblesse du syndicalisme français. Une faiblesse qui de surcroît semble s'amplifier. Avec la liquidation des corporations, la Révolution a coupé une des formes de sociabilité populaire. C'est un vieux problème, et ça ressurgit fortement aujourd'hui, notamment en raison de la crise du mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier, communiste mais aussi socialiste, avait réussi à dépasser ça. Dans les années 1950-60, la France connaissait une forte sociabilité communiste, en rupture nette avec un certain individualisme français. Vu l'écroulement du Parti communiste et de ses traditions, remplacées par rien, nous faisons aujourd'hui face à une forte déshérence, les gens sont comme perdus. Le syndicalisme est extrêmement faible, et dans de nombreux coins du pays, le mouvement associatif ne pénètre plus du tout. Cette crise-là entraîne une rupture complète dans la transmission des traditions, notamment lorsqu'un mouvement émerge, comme celui des Gilets jaunes. On voit par exemple beaucoup le drapeau bleu-blanc-rouge dans les manifestations et, si l'on veut se placer dans une logique de lutte, le jaune n'est pas la couleur à laquelle on aurait pensé en priorité... La méfiance envers les formes organisées est une réalité, avec une peur de la récupération, inscrite dans l'Histoire particulière de la France.

En parallèle se greffe une évolution, pas uniquement française mais mondiale, liée aux nouvelles formes de communication, de représentation et de sociabilité. J'associe dans cet élément les chaînes d'information en continu et les réseaux sociaux. La France est peut-être un des pays d'Europe, et sans doute *a fortiori* du monde, où les inégalités sociales sont les moins fortes, ce

Il y a en effet eu un réel affolement du pouvoir, suivi d'un basculement complet dans des formes de répression démultipliée.

pense, du manque de « matière » et de possibilité d'analyse des journalistes, est que cette tribune a été publiée intégralement, or elle faisait une page et demie du journal. D'habitude, les tribunes font une demi-page maximum. (5) D'emblée, à mon échelle, j'invitais les universitaires et

immense fossé social, c'est l'une des leçons évidentes à en tirer.

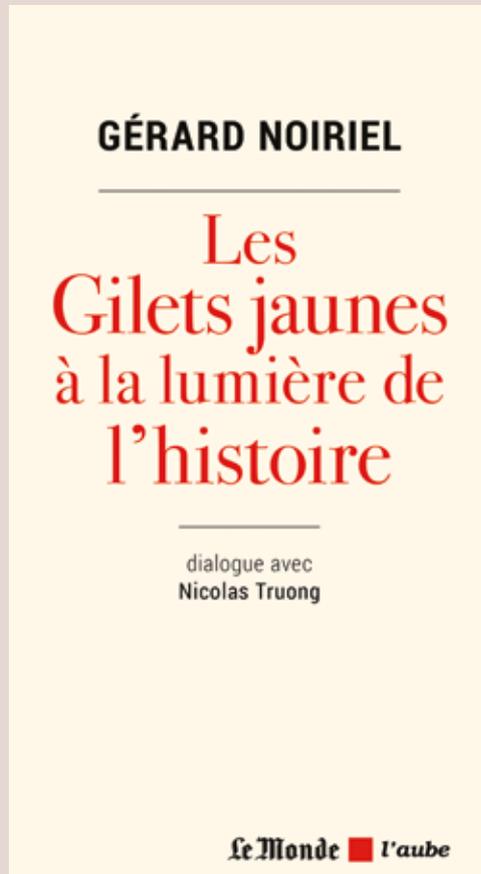
Le mouvement a également montré une méfiance totale de toute représentation, le refus des porte-paroles, la crainte extrême de la récupération par les syndicats, les partis...

LES GILETS JAUNES À LA LUMIÈRE DE L'HISTOIRE

Gérard Noiriel a publié récemment un nouvel ouvrage, sous forme de dialogue avec Nicolas Truong, un journaliste du journal *Le Monde*. Présentation par ce dernier :

Que signifie le mouvement des « Gilets jaunes » ? Que représente-t-il ? Que pouvons-nous, que devons-nous faire de ce mouvement, de ses revendications ? Quel rôle ont joué les médias, les réseaux sociaux, dans son essor ? Quel avenir peut-il avoir, compte tenu notamment de la disparité de ses membres ?

Les querelles sur la pertinence de la notion de « France périphérique » ou sur le sens à donner au mot « peuple » témoignent d'abord d'un retour de la question sociale, comme l'illustre cet entretien avec Gérard Noiriel. Or une grande partie de *l'intelligentsia* l'avait mise de côté, voire discréditée au profit d'une focalisation sur la question de l'identité. A force de n'être « pas la cause de tout », les



L'ouvrage « Une histoire populaire de la France » est sorti juste avant que n'éclate le mouvement des Gilets jaunes. Ce livre-ci permet de poursuivre la réflexion en tenant compte de cette émergence.

conditions sociales n'étaient plus la cause de rien. Les voilés qui reviennent, pour le meilleur et pour le pire, entre émancipation et réaction. Editions de l'Aube, 136 pages, paru le 4 avril 2019.

n'est pas le pire pays sur cette question. Le taux de pauvreté est plus élevé en Allemagne, par exemple, et la France est le pays où la scolarisation des classes populaires a augmenté le plus rapidement, au sein des pays de l'OCDE. (6) En matière de scolarisation, la stratégie française du « 80 % de bac » a payé. Cela représente énormément de gens scolarisés jusqu'à leur majorité. Nous retrouvons là une des spécificités du mouvement des Gilets jaunes : les gens mobilisés ne sont pas majoritairement membres des franges les plus démunies de la classe populaire. Nous voyons peu les enfants

d'immigrés, les pauvres de banlieues au chômage...

Dans les manifestations, les individus disposent massivement d'une formation scolaire qui leur permet de parler par eux-mêmes. Nous ne sommes plus face à la logique passée, où des gens dénués de ressources pour parler en public, par exemple, allaient déléguer à des représentants, à « ceux qui savent », en les remerciant de dire à leur place ce qu'ils voudraient exprimer. Beaucoup de gens dans ce mouvement montrent qu'ils peuvent prendre la parole par eux-mêmes. Lorsque cet élément se couple aux réseaux sociaux, livrant

des moyens techniques de s'exprimer, on en arrive notamment à ce refus des représentants. C'est positif, dans un certain sens il y a une dimension d'émancipation, mais c'est à double tranchant, car il y a dès lors une illusion de démocratie directe : chacun peut prendre la parole, a son compte Facebook, se filme en train de manifester, etc. Nous sommes face au piège des nouvelles formes de communication, car à partir du moment où on l'a dit soi-même en rentrant, le soir, sur Facebook, on n'a plus le « besoin » d'aller plus loin pour se faire entendre. Ces éléments contribuent à l'atomisation du mouvement, une caractéristique qu'il n'arrive pour l'instant pas à dépasser. Pas mal de gens engagés ici ne se rendent pas compte que la lutte des classes, ça existe encore pour créer des rapports de forces, porter des revendications... Chacun peut aller revendiquer sur Facebook, mais ça ne change rien.

Pourriez-vous développer la question de la violence dans le mouvement ?

A la fin de l'année 2018 le pouvoir français, face à la force de l'émeute, se retrouve un genou à terre. La démonstration d'une détermination intense a poussé le pouvoir à lâcher du lest.

Dans un premier temps le mouvement a complètement surpris le pouvoir, c'est évident. Une certaine

Le quartier des Champs-Élysées bouclé les samedis après-midi, c'est une catastrophe pour le pouvoir.

panique s'est développée au plus haut sommet de l'Etat, par ce retour de la violence urbaine. Subitement, les Français ne s'embarrassaient plus de demandes d'autorisation de manifester, et de surcroît cherchaient le contact avec les forces de l'ordre, pour une partie d'entre eux. Et ces événements sont alors largement soutenus par la population, il ne faut pas l'oublier. Tout cela a créé les conditions d'un sentiment de devoir lâcher du lest, au début. Par la suite, ils ont géré l'affaire avec le « grand débat », en pariant sur un étiolement progressif du mouvement, un discrédit. Le gouvernement fait tout pour ça.



⇒ Les premières manifestations, surtout celle de début décembre avec les attaques de magasins sur les Champs-Élysées, ont eu un énorme impact. Les CRS (7) ont été débordés et déstabilisés, mais il faut également analyser les formes de violence policière. Globalement, historiquement, la répression s'est progressivement atténuée en France, si l'on réfléchit aux grandes grèves de 1947 - 48 (8), ou même à la répression des manifestations des travailleurs algériens le 17 octobre 1961. (9) Un grand tournant plus récent a eu lieu lors des grandes manifestations étudiantes de 1986, lors desquelles est

mobiles, ça a failli gravement dégénérer à plusieurs reprises. Il s'agit d'un « nouvel âge de la violence », auquel il faut ajouter un traitement médiatique de la violence, dont le rôle est plus qu'important pour discrediter le mouvement.

En effet, en plus du rejet des corps intermédiaires et du système de porte-parole, la rage est radicale envers les médias.

Les chaînes d'information en continu exploitent cette violence, ça fait de l'audience, de la même manière qu'ils exploitent les attentats terroristes, qui font de l'audience... C'est un élément d'explication. Mais ce n'est pas le seul, car les grands médias font partie de l'élite, et la peur s'est également emparée d'eux. Ils jouent un jeu dangereux, à double tranchant, parce qu'après des traitements médiatiques totalement partiels, les Gilets jaunes se sont sentis « trahis ». Au début ils étaient vaguement soutenus, un peu, plus

du tout ensuite... Les attaques envers les journalistes s'expliquent par ce contexte-là.

Dans la panique du pouvoir, il ne faut pas évacuer les questions d'ordre économique. Le mouvement a éclaté en novembre-décembre, durant la période des fêtes de fin d'année. Autrefois les ouvriers faisaient grève, ils bloquaient la production. C'était radical, le patronat était obligé de céder. Aujourd'hui, c'est de plus en plus difficile de faire grève longtemps, pour des tas de raisons, donc les blocages de production se font moins facilement. Les Gilets jaunes ont inventé une nouvelle manière : ils bloquent la distribution, sur les routes, et la consommation, lors de manifestations bien situées, de plus à un moment stratégique pour le chiffre d'affaires. Le quartier des Champs-Élysées bouclé les samedis après-midi, c'est une catastrophe pour le pouvoir. Les Chinois ne viennent plus, les Américains non plus, et

Les manifestants se sont donc logiquement déchaînés sur les médias.

mort Malik Oussekin, un jeune présent là par hasard. Cette mort a eu un énorme impact, Jacques Chirac a été obligé de stopper son plan de réforme de l'Université. A partir de ce moment-là, consigne a été donnée aux forces de l'ordre de ne plus aller au contact, et les « voltigeurs » - des CRS en mobylette qui allaient matraquer à toute vitesse puis repartaient -, responsables de la mort d'Oussekin, ont été supprimés. Cette stratégie du « pas de contact pour éviter les morts » a été mise en défaut lors du mouvement des Gilets jaunes, et on a vu réapparaître des voltigeurs, en tout cas des policiers se comportant d'une manière identique.

L'affolement du pouvoir est une réalité, suivi d'un basculement complet dans des formes de répression démultipliée. Les flashballs existaient déjà, mais ici le recours est systématique, dénoncé très largement par la population, et par tout le monde en fait... Il est interdit de viser le visage, et ils ne s'empêchent aucunement de le faire. Au sujet de la violence, il ne faut pas oublier que les CRS sont des êtres humains, souvent également issus des classes populaires. Les situations de confrontations peuvent être difficiles pour certains... Mais on observe une véritable volonté de nuire, de faire mal. Avec ces armes sophistiquées dont ils disposent aujourd'hui, et le retour du contact avec ces brigades



Nombreuses sont les personnes mobilisées qui disent avoir retrouvé une vie sociale grâce au mouvement.

PAROLES DE GILETS JAUNES (7)

l'image de la France et de Paris prend un coup énorme. Ce qui rapporte le plus aujourd'hui, c'est le tourisme, donc immédiatement les chambres de commerce ont mis la pression, demandant au pouvoir d'arrêter tout ça ! Cette dimension n'a pas tellement été mise en avant, mais elle a été prise en compte très tôt par le pouvoir français.

Tel que vous le signaliez, la réaction de l'Etat français a donc été d'une violence radicale, totalement inouïe. On a vu des choses incroyables, visant à empêcher les gens de manifester, des arrestations préventives, des faits totalement contraires au respect minimum des droits de l'Homme. Les médias n'ont pas réellement pris la mesure de cette réalité, n'en ont que peu rendu compte en regard de l'ampleur des faits inquiétants de la violence de l'Etat. Pendant deux mois c'était l'*omerta*, le silence total. Les manifestants se sont donc logiquement déchainés sur les médias.

Le journaliste

demande à une famille du Nord :

« Vous êtes la classe populaire, en général elle vote pour la gauche... » Réponse : « Ha non, pas la mienne, de classe... Toute ma famille a voté Le Pen. C'est pas une question de racisme, hein, c'est pas parce qu'on vote Le Pen qu'on est raciste, on est nationaliste, pas du tout la même chose, on peut aimer son pays sans être raciste. Et puis, on ne peut pas aider les autres si on n'est pas nous-mêmes aidés. Ce n'est pas une question qu'on ne veut pas, on ne peut pas. En plus, Macron il est en train de nous ruiner le pays. Tout ce qui est écoles, police, pompiers, hôpitaux, services à la personne, tout ! Il n'y a plus rien qui fonctionne, il nous ruine le pays. » A la question de combien elle gagne par mois, la réponse indique « 750 euros. » Une autre : « On veut pouvoir vivre, aller au cinéma, parfois un petit resto avec les enfants. Mais ça on n'a pas. Je suis obligée d'avoir une voiture qui a plus de quinze ans, et je ne sais même pas si en juillet elle va passer le contrôle technique. Comment je vais faire pour aller travailler ? Je travaille de nuit, il n'y a pas de bus ! Je fais quoi ? On votera Marine, parce qu'elle nous a écoutés, dès le départ... »

Abordons la question de la présence importante des drapeaux français dans les manifestations, accompagnée de chants de la Marseillaise. Dans un contexte d'attaque intense de l'Etat social, est-ce nécessairement à voir comme une caractéristique réactionnaire ? Très récemment, cette symbolique nationaliste était déjà réapparue, avant le mouvement, réappropriée par le parti de gauche La France Insoumise. Y a-t-il donc également un nationalisme progressiste, tel que celui de la Commune de Paris, ou de la Libération de 1945 ?

Le système dans lequel nous évoluons remet beaucoup de choses en question, dont les classifications politiques, sur un certain nombre de points. A ce sujet, nous sommes dans le flou le plus total, une situation qui rappelle la fin du XIX^e siècle. En France - je dirais jusque dans les années 1880 -, à quoi correspond au départ le clivage gauche-droite ? Il s'agissait de la place des groupes parlementaires dans l'assemblée, à droite les monarchistes, et à gauche les républicains. Ensuite, en vingt ans ça a changé complètement. A l'intérieur des républicains des mouvements très différents ont émergé, avec des scissions parmi les groupes historiques. Il ne faut pas croire que ce type de classifications soient éternelles, immuables. Une série d'éléments semblent aujourd'hui se recomposer, sans que nous sachions

vraiment dans quel sens.

Les symboles comme le drapeau ou la Marseillaise peuvent avoir des significations variées pour les personnes qui les brandissent. Par exemple, au départ le drapeau bleu-blanc-rouge est révolutionnaire, et certains voient ici une réappropriation de cette tradition révolutionnaire, par la Marseillaise,

Nous sommes occupés à quitter la « démocratie des partis », où l'espace public est animé par les partis politiques.

le drapeau tricolore, etc. Nous avons aussi vu des drapeaux régionaux dans les cortèges. Il n'est pas écrit dans le marbre que brandir un drapeau soit un acte politique de droite. Je peux imaginer d'autres influences en jeu. Ça pourra paraître trivial, mais dans les classes populaires, les matchs de football ont un grand succès, et les symboles passent également par ce type de formes de culture populaire médiatisée. Le foot, on aime ou pas, mais cela représente aussi un symbole de communauté, une forme de solidarité, d'appartenance, des moments durant lesquels les gens se sentent bien. C'est aussi, dans le cas



⇒ français, une équipe de foot « black-blanc-beur », qui ne correspond pas du tout à du nationalisme étroit, identitaire au sens de l'extrême droite. Au contraire, la diversité est représentée dans cette équipe. (10) On pourrait donc aussi y voir de l'ouverture, du rassemblement de différentes populations françaises.

Certains débats, parfois très importants, se passent à coup de tweets.

Pendant de nombreuses années, en France, la notion de Nation a été considérée dans une partie de la gauche comme quelque chose de réactionnaire. Une vue globale veut que la Nation représente les guerres, car bien entendu les deux guerres mondiales sont dues au nationalisme. Personnellement, je n'attache pas une énorme importance à ces drapeaux français, mais nous devons voir avec le recul ce que ce fait social signifie sur le fond. Ce qui est certain, c'est que les vieux symboles des mouvements de gauche ou d'extrême gauche sont en crise. Je ne sais pas si c'est durable, comment les choses vont évoluer, mais on observe un large mouvement de recomposition dans de nombreux domaines. Tout cela reste à l'état d'interrogation, c'est une des difficultés face à ce mouvement, il est très difficile à cerner.

Vous êtes historien et sociologue, et ne pouvez évidemment pas prévoir l'avenir, mais comment imaginez-vous l'évolution du mouvement ? Pensez-vous que des jonctions vont pouvoir se faire avec d'autres publics concernés par les inégalités sociales ?

C'est un sentiment personnel, mais sur ce sujet je suis plutôt pessimiste. Nous sommes de toute évidence occupés à changer d'ère sur de nombreux éléments. Je m'inspire de Bernard Manin, un auteur de philosophie politique, qui a réalisé une esquisse des régimes démocratiques depuis la Révolution française. Dans l'analyse de ce cheminement, nous sommes occupés à quitter la « démocratie des partis », où l'espace public est animé par les partis politiques, disposant d'une maîtrise de l'agenda,

d'une désignation des problèmes, etc. pour passer à l'ère de la « démocratie du public ».

En quoi cela consiste-t-il ? Prenons un exemple : lorsque Maurice Thorez (11), dans les années 1950 ou 60, parlait au nom de la classe ouvrière, personne n'allait le contester. Aujourd'hui, nous assistons à la dépossession, pour les partis, de leur rôle de représentant, une dépossession en grande partie au profit des journalistes. Les journalistes sont friands des analyses par sondages : « Les Français pensent que... » Ce phénomène a été extrêmement puissant dans le discrédit populaire porté aux partis politiques. Le système démocratique est tiré vers une situation où

l'actualité est de plus en plus menée par les médias. L'actualité fabrique l'agenda. Les partis politiques, bien entendu, existent encore, mais ils sont obligés de s'adapter, constamment, au dernier sondage, à la polémique du jour. Certains débats, parfois très importants, se passent à coup de tweets, au cours de la journée, et uniquement par ce biais-là. Du côté de la population, c'est le même phénomène, nous l'avons évoqué avec les discours sur internet ; de nombreux individus sont persuadés que ces discours équivalent à « agir ». Ce qui se passe dans le discours est confondu avec l'action, il y a donc beaucoup d'illusions. Très

PAROLES DE GILETS JAUNES (8)

Le journaliste demande les motivations de sa présence à une dame.

« Je viens de Metz, l'Est de la France, et je suis cheffe d'entreprise, d'une chaîne artisanale de magasins. Le problème c'est qu'on a été éduqué dans le respect des forces de l'ordre, et on est handicapé par ça. J'ai découvert la vie de ce qui se passe en France seulement depuis les Gilets jaunes, avant j'étais au boulot, la famille, j'étais complètement déconnectée de la vie et je ne le savais pas. Quand le mouvement des Gilets jaunes a démarré, j'ai commencé à m'éduquer sur la vie de la cité, sur la vie de la France. Je suis atterrée. Atterrée, et c'est un chamboulement complet de toutes mes valeurs. A ma première manifestation, en novembre, j'étais en confiance vis-à-vis des forces de l'ordre. Je n'avais aucun souci, on était là, tranquilles, on discutait et on s'est fait tirer dessus comme si on était des racailles, des... Et je vous assure j'ai mis plusieurs secondes à ce que mon cerveau intègre que c'étaient nos flics qui nous tiraient dessus. C'est juste surréaliste, à 63 ans je n'ai jamais enfreint une seule loi, même pas une règle du code de la route, j'ai toujours respecté les choses, d'une manière rigoureuse. Et j'ai découvert qu'en fait ceux qui ne respectent rien c'est notre Etat, nos élus, et que les flics sont juste leur bras armé. Aujourd'hui, j'ai envie de franchir cette limite, de m'en prendre à ce bras armé de l'Etat, oui, parce que je suis en colère. Ce sont des gens qui sont censés maintenir l'ordre, mais ils agressent. Ils agressent. Ils sont censés nous protéger, et aujourd'hui ils provoquent des situations... au-delà du réel. Ils tirent sur les gens, parce qu'on leur donne l'ordre. »

Bien entendu, les éléments contenus dans ces huit témoignages, vous ne les lirez et ne les entendrez pas dans les grands médias français. Ce jour-là et les suivants, les voix de Gilets jaunes qui pourront s'exprimer se scandaliseront une nouvelle fois du traitement médiatique de cette journée du 16 mars. Pendant la manifestation, en direct, le ministre de l'Intérieur français déclare à la radio : « *Ce mouvement n'existe plus.* » Les personnes dont les propos sont transcrits ici auront sans aucun doute apprécié. Le mépris intégral se poursuit...

Reportage « Dans la manif Acte 18 à Paris » (16.03.19), par Dillah Teibi et Gaylord Van Wymeersch, disponible pour les abonnés du site de radio en ligne : <https://la-bas.org>.

brèvement, voilà ce que nous appelons la « démocratie du public ».

Cette évolution crée un système beaucoup plus instable, sans « traditions politiques ». Durant un siècle les partis de gauche, avec en force le parti « ouvrier », entraînaient des traditions dans les familles. Tous leurs membres votaieut communiste, ce qui se couplait avec une véritable identité familiale construite par le lien avec le parti. Aujourd'hui, tout est beaucoup plus volatil. Les gens se déterminent en fonction de l'actualité, et ça peut changer souvent. Nous faisons face à une sorte de supermarché de l'offre politique.

Pour revenir à votre question, Je crains que le mouvement des Gilets jaunes ne finisse par s'étioler... Mais ça reviendra d'une manière ou d'une autre, ces dernières années des mouvements divers ont émergé à des intervalles plus ou moins réguliers. La convergence vers la constitution d'un front commun, j'espère sincèrement me tromper, mais pour l'instant je ne la vois pas arriver.

Les gens ne désirent pas la fin du mouvement car cette période de leur vie sociale leur convient.

Aujourd'hui, pour la gauche, c'est le fond du trou, on ne peut pas imaginer pire situation. Mais nous allons certainement assister à une réorganisation des partis politiques, notamment de gauche. Nos sociétés restent malgré tout déterminées, au final, par des élections. Les mouvements de rues ne décident pas, ça passe toujours en fin de course par une issue électorale. La gauche va devoir se réorganiser, parce qu'au moment où nous parlons - il faut s'en méfier bien sûr - les sondages montrent que pour les élections européennes, Macron rafle la mise. Ça peut fortement changer, mais même s'il a fait mine de faire amende honorable durant un court moment, il s'est très vite repositionné sur la droite. Il vise là, car son salut est à droite. Au niveau des échéances électorales, à court terme, le mouvement des Gilets jaunes ne donne rien d'encourageant, mais sur le long terme ça peut amener une lente recomposition, des inflexions,

de nouvelles formes d'alliances... Nous allons devoir observer les prochaines années avec attention.

Quoiqu'il arrive la société a déjà changé, par la transformation des individus mobilisés. C'est frappant dans les discours, ils évoquent un « réaccrochage » social et de nouveaux liens sociaux solides.

Tout à fait. C'est souvent un réel bilan pour les grands mouvements sociaux. Par exemple, durant les mouvements révolutionnaire de 1848 en France, le mot dominant dans tous les récits dont on dispose est « fraternité ». En Mai 1968, c'est également majeur. Nous retrouvons fortement cet aspect chez les Gilets jaunes. L'expérience est extrêmement forte pour ces gens, issus de milieux différents. Inconnus jusqu'alors, ils se retrouvent dans un but commun, échangent leurs parcours de vie, leurs situations sociales... Certains disent avoir l'impression de réexister ! C'est extrêmement important, notamment pour les isolés, nombreux dans les composantes mobilisées : des indépendants, des précaires, des intéri-

maires... et beaucoup de retraités, incapables de vivre du montant de leur pension, après des décennies de travail. On n'en a pas beaucoup parlé, mais c'est très important pour ces personnes car dans la logique capitaliste, en fin de carrière, ils sont exclus de la vie sociale. Le nombre de retraités augmente d'année en année, il s'agit d'une force sociale avec laquelle il va falloir compter.

Cet aspect de sociabilité est un élément fondamental pour expliquer la longueur du mouvement, les gens ne désirent pas sa fin car cette période de leur vie sociale leur convient. Même si ça ne débouche sur aucune conséquence politique majeure, ils tiennent à cette nouvelle sociabilité. Toutes les grandes luttes sociales transforment les rapports sociaux, la France est en effet déjà aujourd'hui dans un autre état. Il faut ensuite saisir cette situation, et envisager que faire de ces changements. □

(1) Gérard Noiriel était présent du 25 au 28 février à l'Université libre de Bruxelles, invité par la Chaire Marcel Liebman pour un cycle de conférences intitulé « Histoire populaire de la France : des "Croquants" aux "Gilets jaunes" ». Plus d'informations sur le site de l'Institut Marcel Liebman, avec les enregistrements des conférences (Onglets 'Médias / Audio') <http://www.institut-liebman.be>.

(2) Notre entretien se déroule le mardi 26 février 2019.

(3) La « Grande Jacquerie » est un soulèvement paysan survenu en 1358 dans certaines régions de France, lors de la guerre de Cent Ans. La révolte tire son nom de Jacques Bonhomme, la figure anonyme du vilain désignant en réalité l'ensemble des révoltés, devenu un sobriquet attribué par les nobles pour ridiculiser les paysans. Le mot vient de la « jacque », une veste courte portée par les paysans.

(4) La Confédération générale du Travail est l'une des principales organisations syndicales en France.

(5) « Les "gilets jaunes" replacent la question sociale au centre du jeu politique », propos de Gérard Noiriel recueillis par Nicolas Truong, *Le Monde*, 27 novembre 2018. Gérard Noiriel et Nicolas Truong viennent de publier l'ouvrage « Les gilets jaunes à la lumière de l'histoire. Dialogue avec Nicolas Truong », aux éditions de l'Aube. (Voir encadré)

(6) L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour rôle de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde.

(7) Les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) ont été créées le 8 décembre 1944. Leur domaine d'intervention est le maintien ou le rétablissement de l'ordre public, même si elles peuvent participer à la plupart des missions de la police nationale.

(8) Une série de grèves de grande ampleur ont lieu en France en 1947. Démarrant des usines Renault, elles s'étendent ensuite à toute la France, suite à la dénonciation du Plan Marshall et ses conditions - le plan de prêt américain aux Etats européens pour la reconstruction après la guerre - par le « Kominform », l'organisation centralisée du mouvement communiste international.

(9) Le 17 octobre 1961, la police française réprime une manifestation d'Algériens à Paris, en pleine mobilisation du peuple algérien pour la décolonisation de leur pays. Les policiers font feu sur les manifestants, certains sont jetés dans la Seine où ils vont se noyer, et la violence policière se poursuivra la nuit dans les centres d'internement des manifestants arrêtés.

(10) Dans le contexte belge, si certains doutent de la diversité populaire dans les stades, nous conseillons au lecteur de se pencher par exemple sur les supporters « Ultras Inferno » du Standard de Liège, antifascistes et antiracistes. Une excellente exemplification se trouve dans la vidéo « Ultras Inferno 15 ans », disponible sur internet.

(11) Maurice Thorez est né le 28 avril 1900 et mort le 11 juillet 1964. Il a été secrétaire général du Parti communiste français de 1930 à 1964, et également ministre de la Fonction publique de 1945 à 1947 et vice-président du Conseil entre 1946 et 1947.